

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont affectés à titre définitif au ministère des finances et des affaires économiques (direction de la comptabilité publique et direction générale des impôts, contributions directes), en vue de l'installation des perceptions et des contrôles des contributions directes de Fort-de-France, les locaux suivants, sis dans l'immeuble domanial dénommé Maison des Syndicats, situé à Fort-de-France (Martinique), provenant de l'ancien établissement public dénommé Fonds social de la Martinique, tels que ces locaux figurent au plan annexé:

A. — Perceptions: quatre bureaux de 31 mètres carrés chacun, nos 7, 8, 9 et 10, une salle de réunion de 120 mètres carrés jouxtant la salle de réunion.

B. — Contrôles des contributions directes: quatre bureaux de 31 mètres carrés chacun, nos 3, 4, 5 et 6, une salle bibliothèque de 45 mètres carrés placée entre les bureaux nos 5 et 6.

C. — Perceptions et contrôles des contributions directes: les parties communes de l'immeuble: hall, galerie, jardin et deux bâtiments « toilettes ».

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques et le directeur général des impôts (contributions directes), chef du service des domaines, au secrétariat d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 1954.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre des finances et des affaires économiques
et par délégation:*

*Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.*

*Le secrétaire d'Etat au budget,
Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:*

*Le directeur du cabinet,
ANDRÉ-LOUIS MARTIN.*

Approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques à réaliser en 1954.

Rectificatif au Journal officiel du 21 janvier 1954, page 789, 2^e colonne, rubrique « Agriculture »:

	CHAMP DE L'ENQUETE (Etablissement ayant une activité relevant des numéros de la nomenclature indiqués ci-dessous.)
<i>Au lieu de:</i>	
Enquêtes trimestrielles ou mensuelles sur la production, les stocks et l'utilisation des matières premières dans les industries alimentaires et agricoles.	404, 41, 421 à 428, 4291, 4293, 43, 440 à 443, 4517, 45307, 4542, 46, 471, 692, 69413.
Enquête annuelle sur les effectifs, les heures-ouvrier, les salaires et le matériel dans les industries alimentaires et agricoles.	Idem.
<i>Lire:</i>	
Enquêtes annuelles, semestrielles, trimestrielles ou mensuelles sur les effectifs, les heures-ouvrier, les salaires, le matériel, la production, les stocks et l'utilisation des matières premières dans les industries alimentaires et agricoles.	404, 41, 421 à 428, 4291, 4293, 43, 440 à 443, 445, 45103 (partie), 45107, 45307, 4542, 46, 471, 692, 69413.

Nomination d'un rapporteur particulier près la commission de vérification des comptes des entreprises publiques instituée par l'article 56 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948.

Par arrêté du 8 février 1954, M. Despois, chef de bureau honoraire au ministère des finances, ancien conservateur des hypothèques, est nommé rapporteur particulier près la commission de vérification des comptes des entreprises publiques.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 3 avril 1952 portant nominations (officiers d'académie).

Ce texte est publié au numéro 7 du Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses paru ce jour.

Réglementation des épreuves du diplôme de moniteur et de directeur de colonies de vacances.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés hors du domicile de leurs parents;

Vu le décret du 15 janvier 1917 portant transfert d'attribution du ministère de la santé publique et de la population au ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret du 6 janvier 1954 relatif aux diplômes d'Etat de moniteur et de directeur de colonies de vacances,

Arrête:

Conditions générales.

Art. 1^{er}. — Le déroulement des épreuves prévues pour l'obtention des diplômes de directeur et de moniteur de colonies de vacances ne peut s'opérer dans un ordre différent de celui indiqué par l'article 1^{er} du décret du 6 janvier 1954: stage de formation, stage en colonie, examen écrit.

Elles doivent être subies, en principe, au cours d'une même session d'examen. Toutefois, les candidats peuvent être autorisés par l'inspecteur principal de l'académie où ils sont inscrits à conserver le bénéfice de leur stage de formation si, pour une raison valable, ils ne peuvent accomplir leur stage pratique ou subir l'épreuve écrite.

Une circulaire d'application définira les règles particulières relatives au déroulement des épreuves applicables aux élèves des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices.

Inscription des candidats.

Art. 2. — Les dossiers de candidatures aux diplômes sont reçus, en ce qui concerne les stages de formation se déroulant dans les centres de la direction générale de la jeunesse et des sports, par les chefs de ces établissements et, en ce qui concerne les stages extérieurs à ces centres, par les chefs des services départementaux de la jeunesse et des sports dans la circonscription desquels ils se déroulent.

Les inscriptions doivent être déposées préalablement aux trois épreuves, dans la limite de l'année scolaire, en l'espèce, du 1^{er} septembre au 15 juillet suivant.

Les dossiers sont ensuite transmis au chef du service de la jeunesse et des sports du département de résidence des candidats.

Les inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports arrêtent, avant le 31 juillet, la liste des candidats de leur circonscription.

Le stage de formation.

Art. 3. — Le stage de formation se déroule en internat. Il doit comporter huit jours de travail effectif pour les candidats moniteurs, dix jours pour les candidats directeurs.

L'effectif d'un stage de directeurs ne doit pas excéder 40 candidats. Exceptionnellement, l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports peut autoriser un effectif de 50 candidats.

L'effectif d'un stage de moniteurs ne doit pas excéder 50 candidats. Cet effectif pourra être porté à 60, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

L'effectif d'instructeurs pour un stage normal doit être, au minimum, de trois instructeurs présents en permanence pendant la durée du stage. Il doit être prévu un instructeur supplémentaire dans le cas des stages de plus de 40 candidats directeurs ou de 50 candidats moniteurs.

Les instructeurs encadrant les stages de formation de directeurs doivent être titulaires du diplôme de directeur.

Dans un stage de formation de moniteurs, le chef de stage doit, obligatoirement, être titulaire du diplôme de directeur; les instructeurs doivent être, à concurrence de 50 p. 100, titulaires du diplôme de moniteur et les non-diplômés doivent être âgés de vingt-trois ans au minimum et avoir participé à l'encadrement de colonies de vacances.

Les associations ayant pour objet la formation du personnel d'encadrement des colonies de vacances, et agréées à cet effet, sont seules autorisées à organiser des stages de formation. L'agrément ne dispense pas de la déclaration de chaque stage un mois à l'avance, en vue de sa validation comme épreuve du diplôme d'Etat.

Le conseil de stage comprend :

Président :

L'inspecteur principal de la jeunesse et des sports ou son représentant.

Membres :

Le directeur du centre d'éducation populaire ou du centre régional d'éducation physique et sportive ;

Et son adjoint ;

Le chef de stage ;

Et les instructeurs.

Le conseil émet son avis sur les aptitudes de chacun des candidats en matière de colonie de vacances.

Le stage en colonie.

Art. 4. — Le stage est reconnu comme épreuve pratique s'il a lieu dans un camp, ou une colonie de vacances, ou une colonie maternelle régulièrement autorisée.

Le stage doit avoir une durée continue de trois semaines au minimum. Cette durée pourra être ramenée à quinze jours si le candidat justifie que son congé annuel est insuffisant.

Le candidat fait l'objet, pendant son stage en colonie, d'une inspection des services de la jeunesse et des sports. L'inspecteur principal, chef du service académique de la jeunesse et des sports, organise l'inspection des candidats accomplissant leur stage en colonie dans les départements du ressort de son académie.

L'épreuve écrite.

Art. 5. — Elle a lieu, en principe, avant le 31 décembre de chaque année. Pour les candidats moniteurs, sa durée est de deux heures et l'épreuve est présentée sous forme de questionnaire. Pour les candidats directeurs, l'épreuve écrite a une durée de trois heures et comporte essentiellement la rédaction d'un exposé ou d'un rapport.

Les candidats titulaires du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement primaire, ou de la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique, ou du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire, sont dispensés de l'épreuve écrite de l'examen de moniteur.

Les candidats qui ont été déclarés insuffisants à la fois par le conseil de stage et par l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chargé du contrôle du stage en colonie, ne sont pas convoqués pour l'épreuve écrite.

Les textes des épreuves écrites sont choisis par le directeur général de la jeunesse et des sports, qui peut déléguer ses pouvoirs aux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports.

Les résultats.

Art. 6. — Ils sont proclamés par le jury délibérant en séance plénière, sur le vu de l'ensemble des appréciations portées sur chacune des épreuves. Les candidats peuvent être déclarés reçus, ajournés, insuffisamment formés, refusés. Les candidats ajournés devront effectuer un nouveau stage en colonie et se présenter à nouveau à l'épreuve écrite. Les candidats insuffisamment formés devront subir à nouveau l'ensemble des épreuves. Les candidats refusés n'auront plus la possibilité de se présenter pendant une période à fixer par le jury.

Art. 7. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 janvier 1954.

ANDRÉ MARIE.

Règlement du concours de recrutement des professeurs d'enseignement technique théorique d'enseignement social des centres d'apprentissage.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 53-458 du 16 mai 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel des centres d'apprentissage ;

Vu l'arrêté du 14 septembre 1950 portant règlement du concours de recrutement des professeurs d'enseignement technique théorique d'enseignement social des centres d'apprentissage ;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les professeurs d'enseignement technique théorique d'enseignement social des centres d'apprentissage publics sont recrutés au concours dans les conditions déterminées ci-après.

Art. 2. — Peuvent prendre part au concours les candidates âgées de vingt et un ans au moins et de quarante-cinq ans au plus au 31 décembre de l'année de l'examen. La limite d'âge supérieure est reculée d'une durée égale au temps des services d'enseignement dans un établissement d'enseignement technique public.

Sont admises à concourir :

Les surintendantes d'usines ;

Les conseillères du travail ;

Les puéricultrices diplômées d'Etat ;

Les sages-femmes diplômées ;

Les assistantes sociales diplômées d'Etat ou les personnes autorisées à exercer la profession d'assistante sociale aux termes de la loi du 8 avril 1946 ;

Les licenciées en droit ayant accompli le stage prévu à l'article 3 ci-dessous. A titre transitoire et pour la session de 1951 seulement, le stage ne sera pas exigible ;

Les titulaires de trois certificats de sciences sociales délivrés par le Conservatoire national des arts et métiers : obligatoirement les certificats « d'histoire du travail et des relations industrielles », et « physiologie du travail » ; au choix l'un des certificats suivants : « organisation scientifique du travail », ou « sécurité du travail », ou « sélection et orientation professionnelles » ;

Les élèves d'une section spéciale de préparation organisée par la direction de l'enseignement technique, ayant subi avec succès les épreuves des examens de passage et effectué l'ensemble des stages prévus.

Les différentes catégories de candidates doivent, en outre, être titulaires de l'un des diplômes suivants :

Baccalauréat ;

Brevet supérieur ;

Brevet supérieur d'études commerciales ;

Brevet d'enseignement social (2^e degré) ou brevet d'enseignement social ;

Brevet d'enseignement commercial (2^e degré) ;

Brevet d'enseignement hôtelier (2^e degré).

Aucune dispense ne peut être accordée.

Art. 3. — A titre transitoire et pour une durée de trois ans à dater du concours de 1951, le monitorat d'enseignement ménager familial nouveau régime sera ajouté à la liste des titres prévus à l'article 2 ci-dessus, à condition que les candidates justifient de quatre mois de stages dans les services sociaux à mi-temps, agréés au préalable par la direction de l'enseignement technique ;

Deux mois dans un service de coordination des services sociaux ;
Deux mois dans un service dépendant de la protection maternelle et infantile, ou d'un office départemental d'hygiène sociale.

Le ministre chargé de l'enseignement technique fixera chaque année le nombre de postes mis au concours pour cette catégorie de candidates.

Art. 4. — Les inscriptions sont reçues à l'inspection principale de l'enseignement technique de chaque académie et sont closes deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen.

Art. 5. — Chaque candidate doit fournir au moment de l'inscription les pièces suivantes :

1^o Demande d'inscription établie sur papier libre, datée et signée par la candidate et portant l'indication de son adresse personnelle ;

2^o Certificat de nationalité française ;

3^o Bulletin de naissance ;

4^o Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date (bulletin n° 3) ;

5^o Certificat d'un médecin agréé par les services de l'hygiène scolaire, attestant que la candidate est physiquement apte à servir dans un établissement d'enseignement ;

6^o Copies certifiées conformes à l'original des diplômes exigés ;

7^o Engagement d'accepter, à la sortie de l'école normale nationale d'apprentissage, le poste qui lui sera proposé par l'administration ;

8^o Engagement quinquennal conforme au modèle habituel.

Art. 6. — La nature des épreuves, la durée, les coefficients et les programmes sont déterminés par les règlements annexés au présent arrêté.

Art. 7. — Les épreuves écrites ont lieu au siège de chaque académie, aux mêmes jours et aux mêmes heures, dans tous les centres d'examen. Elles sont corrigées par un jury unique siégeant à Paris.

Sont admissibles aux épreuves orales les candidates qui ont obtenu aux épreuves écrites une moyenne au moins égale à 10/20.

Art. 8. — A la suite des épreuves orales, le jury dresse, par ordre de mérite, la liste des candidates ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 10/20.

Le ministre chargé de l'enseignement technique arrête la liste définitive des candidates admises dans la limite des places mises au concours.

Art. 9. — Les candidates définitivement reçues accomplissent un stage d'un an dans une école normale nationale d'apprentissage.

Art. 10. — L'arrêté du 14 septembre 1950 susvisé, ainsi que les annexes qui y sont jointes, sont abrogés.

Art. 11. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 janvier 1951.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de cabinet,

ANDRÉ PORTAL.